



LE TEMPS DES ECONOMIES

Editorial

Lors de la prochaine session du Conseil d'administration du BIT se tiendront les premières discussions sur les propositions de Programme et Budget pour 2008-09. Il à prévoir que ces discussions seront extrêmement difficiles, car de nombreux gouvernements exprimeront sans doute leurs hésitations à soutenir toute augmentation du montant du budget. Il ne s'agit pas d'une situation nouvelle. Les discussions des dernières années ont été difficiles et, par exemple, plusieurs grands contributeurs n'avaient pas soutenu en 2005 le budget en cours.

Il est grand temps d'en examiner les raisons fondamentales. Cela peut, sans doute, refléter un souhait de *rentabiliser l'argent*. Les mandants veulent voir les fonds limités que reçoit le Bureau, dépensés sur des programmes efficaces qui ont un vrai impact sur le monde du travail. En réalité, si le Bureau s'était concentré sur les véritables domaines prioritaires qui répondent aux attentes des mandants en essayant d'apporter des solutions aux défis auxquels ils font face, nous aurions pu nous trouver dans la situation opposée – comment gérer l'afflux de fonds pour des programmes largement soutenus (le programme IPEC sur le travail des enfants donne une idée utile de ce qui aurait pu arriver).

A ce jour, la réaction du Bureau sur les contraintes budgétaires actuelles a ressemblé à des coupes budgétaires systématiques dans les programmes sans regarder l'impact et la valeur d'un programme en particulier.

Une approche différente devrait être poursuivie, qui demanderait, sans aucun doute, quelques décisions difficiles. Les programmes doivent être examinés dans *la perspective de rentabilisation de l'argent*. Si un programme ne répond



TABLE DES MATIÈRES

DISTRIBUTION:

Activités de l'OIE et de ses membres.....2
 Organisation internationale du Travail.....4
 Nations unies et autres agences internationales.....5
 Autres8
 Responsabilité sociale des entreprises - dernières nouvelles.....9
 Secrétariat de l'OIE.....10
 Principales réunions à venir.....10

- Président
- Directeur exécutif
- Directeurs
- Membres du Bureau exécutif
- Distribution interne
- Bibliothèque

Contact: Si vous avez des suggestions ou des contributions à faire, veuillez nous les envoyer par fax au (+4122) 929 00 01 ou par e-mail à: ioe@ioe-emp.org

pas aux attentes, alors de sérieuses questions devraient être posées sur sa viabilité à long terme et, de manière plus pertinente, de savoir si l'argent ne serait pas plus efficacement utilisé ailleurs? S'il y a des doublons dans le travail parmi les départements et les bureaux régionaux, *peut-on faire des économies à cet égard?* Y a-t-il doublon entre le travail du Bureau et celui d'autres agences? Quels sont les domaines où le Bureau devrait se concentrer en fonction de son mandat et de ses avantages comparatifs et quels sont ceux où il ne devrait pas être impliqué?

En terme de procédure opérationnelle, il existe plusieurs possibilités de faire des économies. La réunion régionale asiatique se tient ce mois-ci avec des coûts considérables. Par exemple, l'envoi de 103 fonctionnaires du BIT en Corée pour assister à cette réunion pendant une semaine ou plus représente un coût très important. Le Conseil d'administration et la Conférence internationale du Travail devraient être raccourcis de plusieurs jours ce qui conduirait à des économies et à une meilleure efficacité. D'autres réunions pourraient être examinées d'un point de vue de leur valeur ajoutée, par exemple, la proposition de forum. Plusieurs programmes de recherches et d'autres activités marginales posent aussi des questions en terme de valeur et de coût. Le Groupe des employeurs présentera des propositions spécifiques sur toutes ces questions lors du débat en novembre.

Les changements peuvent être difficiles et douloureux par leur impact face à des intérêts personnels. Mais il faut faire face à des réalités – aucune n'est pressante que les réalités financières, de manière directe, car cela peut être une force positive. Les pressions financières peuvent donner l'occasion d'une analyse du travail et de la mission du Bureau et cela peut conduire à une rationalisation de ses efforts et résulter en une organisation meilleure et plus concentrée. Il s'agit de l'intérêt de tous.



Antonio Peñalosa
Secrétaire général

Activités de l'OIE et de ses membres

A l'invitation de l'Alliance des Confédérations des Employeurs roumains (ACPR), la réunion annuelle des membres européens de l'OIE se tiendra cette année à Bucarest (Roumanie) du 13 au 16 septembre. Les délégués des membres européens discuteront des questions suivantes: flexicurité en Europe – le modèle danois et son adaptabilité à d'autres contextes; la migration et son impact sur les ressources humaines des entreprises; et les normes internationales et leurs applications directes par les entreprises. Le BIT, la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL), l'Organisation internationale pour la Migration (OIM) et l'Association internationale des hôtels et restaurants apporteront leur expertise sur ces questions. Les derniers développements sur le BIT et la RSE seront aussi communiqués aux participants ainsi qu'une présentation sur le dialogue social en Roumanie. Les documents de travail seront bientôt disponibles sur le site Internet de l'OIE. Contact OIE : oeschlin@ioe-emp.org.

Réunion des
Membres
européens de
l'OIE

<p>Les organisations d'employeurs d'Uruguay (CIU et CNC), avec l'appui de la Confédération des organisations d'employeurs d'Espagne (CEOE) et l'OIE, accueilleront la dix-septième Réunion des Présidents des organisations d'employeurs ibéro-américaines à Punta del Este (Uruguay) les 1^{er} et 2 novembre. La réunion aura lieu dans le cadre des manifestations pour les entreprises lors du Sommet des Chefs d'Etat des pays ibéro-américains. Les leaders du monde des affaires de l'Amérique latine, d'Espagne et du Portugal débattront de questions comme la compétitivité dans la région, l'emploi des jeunes, la RSE et les tendances en matière de migration. Le principal objectif de cette réunion est de réfléchir et d'adopter une déclaration commune pour la réunion des Chefs d'Etat lors de ce Sommet. Un objectif supplémentaire est d'analyser les moyens d'étendre la collaboration existante avec le tout nouveau Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB). Contact OIE: yuren@ioe-emp.org</p>	<p>Réunion des Présidents des organisations d'employeurs ibéro-américaines</p>
<p>Dans un contexte de politique gouvernementale hostile, les employeurs vénézuéliens (FEDECAMARAS) ont tenu leur Assemblée générale annuelle à la fin juillet. Le principal message de cette réunion a été la nécessité de respecter le droit à la propriété privée. Alors que le régime de Chavez fait avancer la transformation du Venezuela en un pays apparemment étatisé, des propositions mettant en question l'existence de ce droit – ou le limitant fortement – prolifèrent au sein de la "nouvelle élite intellectuelle". Dans la déclaration officielle publiée en conclusion de la réunion annuelle, FEDECAMARAS a aussi souligné leurs profondes inquiétudes concernant la décision unilatérale du Gouvernement vénézuélien de quitter la Communauté des Etats andins qui, au cours des trente-sept dernières années, a renforcé un marché sous-régional qui, chaque année, dépasse les 90 milliards de dollars des Etats-Unis et créé 80 000 emplois directs parmi les Etats membres. Contact OIE: wilton@ioe-emp.org.</p>	<p>La communauté des entreprises vénézuéliennes assiégée</p>
<p>Les 21 et 22 septembre, l'OIE et le Centre de Turin organiseront une Conférence sur les PME et les stratégies d'emploi (processus de Bucarest). Les fédérations de la sous-région y participeront. Le Centre de Turin du BIT est maintenant un partenaire du réseau sous-régional de l'OIE en apportant son expertise et des fonds. Un événement majeur est prévu de se tenir à la fin de l'année à Sofia sur le climat des affaires pour la création et le développement des entreprises.</p> <p>A la mi-octobre, l'OIE organisera aussi la sixième réunion de son réseau d'experts en droit du travail des organisations d'employeurs de l'Europe du Sud-Est. Comme d'habitude, une réunion conjointe avec la CES suivra et se consacrera au rôle des partenaires sociaux au sein du Pacte de Stabilité et à la flexicurité. Contact OIE: oechslin@ioe-emp.org.</p>	<p>Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est</p>
<p>Au début de l'été, le Secrétariat a envoyé à tous les membres une enquête sur le droit du travail et les PME, les politiques salariales et les tendances en matière de négociation collective. Les données collectées serviront d'abord pour les débats politiques majeurs lors de la session de novembre du Conseil d'administration du BIT. Ces discussions fonderont la politique de l'OIT en matière d'emploi dans ces domaines. Nous demandons donc aux fédérations qui n'ont pas encore répondu à l'enquête de nous envoyer leur réponse avant le 10 septembre au plus tard. Contact OIE: rynhart@ioe-emp.org</p>	<p>Enquête sur le droit du travail</p>

<p>Au début de l'année, l'OIE a mené une enquête sur le rôle des organisations d'employeurs dans l'accès à la finance, et notamment à la micro finance. Un guide pour les employeurs a été préparé sur cette question (actuellement disponible sur le site Internet de l'OIE). Les conclusions de l'enquête montrent que la plupart des organisations d'employeurs qui ont répondu, ont exprimé la nécessité de jouer un rôle sur cette question et que c'est en Afrique et en Amérique latine que cela est le plus évident. Si les membres souhaitent une copie des résultats sous forme de tableau. Contact OIE : rynhart@ioe-emp.org.</p>	<p>Micro finance</p>
<p>La seconde Conférence <i>Business Membership Organization</i> (BMO) organisée par la <i>Business Unity South Africa</i> (BUSA) et soutenue par les organisations d'employeurs du Danemark, de Suède et de Norvège est prévue de se tenir au Cap du 11 au 13 septembre. La Conférence qui est financée par les agences de développement du Danemark, de Norvège et de Suède, réunira les Présidents ou les Directeurs généraux des organisations d'employeurs d'Afrique subsaharienne afin de mettre en place une plate-forme et un réseau avec le monde des affaires subsaharien. Contact OIE : muia@ioe-emp.org.</p>	<p>Lancement d'un partenariat BMO entre l'Afrique subsaharienne et la Scandinavie</p>
<p>La septième Conférence de haut niveau des employeurs de l'Asie et du Pacifique s'est tenue à Oulan-Bator (Mongolie) le 21 juillet 2006 sous les auspices de l'OIE, d'ACT/EMP, de la Confédération des Employeurs de l'Asie Pacifique (CAPE) et de la <i>Japan Business Federation</i>. Les directeurs généraux des organisations d'employeurs de la région ont discuté de l'environnement des affaires dans le contexte actuel de développement et ont adopté plusieurs recommandations pour action par les organisations d'employeurs.</p> <p>Les participants ont réfléchi sur les réformes et les besoins actuels nécessaires et sur le rôle des organisations d'employeurs dans ce processus. Les discussions se sont concentrées sur la législation du marché du travail et leur réforme, sur la privatisation, sur les stratégies de développement des PME, sur la gouvernance et la corruption, sur la migration, sur les différences de revenus et sur l'éducation et la formation. Les points d'action pour les organisations d'employeurs qui ont été adoptés, sont disponibles auprès d'ACT/EMP sur demande.</p>	<p>Réunion des employeurs d'Asie - Pacifique en Mongolie</p>
<p>Organisation internationale du Travail</p>	
<p>La Réunion régionale asienne de l'OIT qui s'est tenue en Corée du 29 août au 1^{er} septembre, a réuni des représentants de près de 40 pays pour discuter l'impact des activités du BIT ainsi que l'agenda pour les quatre prochaines années à travers des discussions sur la compétitivité, la productivité et la création d'emplois.</p> <p>Pour les employeurs, cette réunion – venant avant la première discussion sur le Programme et Budget 2008-09 – a été une occasion de mettre en avant leurs priorités et d'aider le travail du BIT dans la région. Il s'agit de se concentrer sur des thèmes clés comme, entre autres, la création d'un bon environnement pour les entreprises et les investissements, une gouvernance saine, la formalisation de l'économie informelle, une législation et un cadre régulateur appropriés et une administration du travail forte qui permettraient d'assurer que les niveaux améliorés de développement économique connus dans la région continuent d'être soutenus dans le futur. Contact OIE : wilton@ioe-emp.org.</p>	<p>Réunion régionale asienne de l'OIT</p>

<p>Les efforts des entreprises pour réduire l'emploi des mineurs ont joué un rôle important dans la réduction du travail des enfants dans le monde, selon le Rapport du BIT : "La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée". Le BIT indique que les chiffres des enfants au travail ont baissé de 11% entre 2000 et 2004 (de 246 à 218 millions) et le BIT pense que les pires formes du travail des enfants pourraient être éliminées dans dix ans. Les entreprises travaillant en partenariat entre les secteurs ont, selon le BIT, été les plus actives (comme l'industrie du tabac grâce à la Coalition <i>End Child Labour in Tobacco</i>). Les travaux sur le kit d'outils de l'OIE et du BIT sur le travail des enfants s'accélérent et il est prévu qu'il sera disponible lors des prochains mois.</p> <p>Contact OIE: gros-louis@ioe-emp.org.</p>	<p>Travail des enfants</p>
<p>En collaboration avec le Centre de formation de l'OIT (Turin), le département des normes du BIT, l'OIE et la Fédération des Employeurs d'Ukraine organiseront un atelier de deux jours pour les employeurs sur les procédures de contrôle des normes internationales du travail et leurs impacts à Kiev les 28 et 29 septembre. L'atelier se consacrera en particulier à la liberté syndicale. L'objectif de l'atelier est d'aider les organisations d'employeurs nationales à mieux comprendre comment les mécanismes de contrôle de l'OIT fonctionnent et comment elles peuvent participer plus activement dans ceux-ci. Contact OIE : oechslin@ioe-emp.org.</p>	<p>Procédures de contrôle de l'OIT: atelier pour les employeurs</p>
<p>Le kit d'outils de l'OIE et du BIT est actuellement mis à jour et il devrait être prêt dans les prochaines semaines. Le Centre de Turin travaille à la préparation de matériel de formation qui sera utilisé lors d'ateliers de mise en œuvre (trois auront lieu cette année – deux en Asie du Sud-Est et un au Maghreb).</p> <p>Contact OIE : rynhart@ioe-emp.org.</p>	<p>Kit d'outils des PME</p>
<p>Nations unies et autres agences internationales</p>	
<p>Le 28 juin, le Conseil du Pacte mondial des Nations unies a tenu sa première réunion au siège de l'ONU à New York. La réunion s'est concentrée sur les thèmes suivants: examen de l'orientation stratégique générale et mesures d'intégrité.</p> <p>La réunion a conclu sur plusieurs points importants:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un engagement du Secrétaire général à encourager son successeur à adopter et à soutenir le Pacte mondial des Nations unies. ▪ Un fort consensus du Conseil sur le fait que le Pacte mondial représente une des réalisations les plus importantes du Secrétaire général et sur l'idée que l'initiative restera parmi ses legs les plus importants. ▪ La décision de lancer cinq groupes de travail du Comité qui se focaliseront sur les domaines suivants: réseaux locaux, PME, droits de l'homme, communications et lutte contre la corruption. ▪ Un accord sur le fait que les réseaux locaux devraient s'efforcer d'inclure tous les décideurs clés et une décision établissant un groupe de travail associé qui explorera le renforcement de ces réseaux en ce qui concerne la représentation, la gouvernance et la responsabilité. 	<p>Première réunion du Conseil du Pacte mondial</p>

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des divergences reconnues sur le développement par l'ISO d'une norme sur la responsabilité sociale, et un accord sur le fait que, dans tous les cas, elle devrait soutenir les dix principes du Pacte mondial. ▪ Le développement des orientations révisées GRI qui seront suivies comme une approche possible pour améliorer la communication. ▪ Le consensus sur le fait que les PME doivent recevoir plus d'aide quand elles s'engagent dans le Pacte mondial en dépassant certaines barrières comme les langues. Un groupe de travail associé va suivre cette question. • Le consensus sur le fait que les participants représentant le monde des affaires doivent recevoir plus d'aide pour comprendre leur engagement en matière de droits de l'homme. Un groupe de travail associé va suivre cette question <p>Le document de travail et le rapport final de cette première réunion sont maintenant disponibles pour téléchargement à www.unglobalcompact.org. L'OIE était représentée au Comité par son Secrétaire général, Antonio Peñalosa.</p>	<p>➔ <i>Première réunion du Conseil du Pacte mondial</i></p>
<p>Le segment de haut niveau (HLS) du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a tenu sa réunion annuelle en juillet à Genève. Le thème était la <i>Création à l'échelon national et international d'un environnement favorable à un plein emploi productif et un travail décent pour tous, et l'étude de son impact sur le développement durable</i>.</p> <p>L'OIE a préparé avec la Chambre de commerce internationale (CCI) une déclaration commune (disponible sur le site: www.ioe-emp.org) qui a été présentée au Conseil. L'OIE a été représentée par le Vice-président exécutif, Daniel Funes de Rioja, qui a participé au panel sur la création des opportunités de travail décent avec une croissance de la productivité et par Shanti Chadha, membre exécutif de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Népal, qui a participé au panel sur les stratégies innovantes pour le développement de l'entrepreneuriat féminin et l'égalité des chances au Népal (disponible dans la section emploi – entrepreneuriat féminin sur le site www.ioe-emp.org). Toutefois, malgré le fait que l'emploi est créé par le secteur privé, il est encore une fois bien triste de voir le rôle limité accordé au secteur privé au sein du HLS malgré les meilleurs efforts de l'OIE.</p> <p>Alors que les conclusions du HLS (Déclaration ministérielle adoptée par le Conseil lors de son segment de haut niveau) contiennent quelques phrases utiles sur le rôle du secteur privé, il reste la question de sa propre valeur. Comme le <i>Financial Times</i> le notait au moment du lancement du Rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation: "<i>Si davantage de parlottes et d'exhortations pieuses suffisaient à rendre le monde meilleur, il le serait sûrement déjà</i>". Contact OIE: rynhart@ioe-emp.org</p>	<p>ECOSOC</p>

<p>Il a été demandé à l'OIE de faire partie d'une équipe internationale d'experts sur les PME pour préparer un "Guide opérationnel sur le Pacte mondial des Nations unies pour les PME" afin de les aider à comprendre les 10 principes et leurs rapports sur leurs opérations quotidiennes. L'équipe internationale d'experts aura aussi pour tâche de définir les moyens d'atteindre les PME. L'équipe, dirigée par l'ONUDI, se réunira pour la première fois à Barcelone à la fin septembre. Contact OIE: rynhart@ioe-emp.org.</p>	<p>PME et Pacte mondial</p>
<p>Alors que le rideau tombe sur la Seizième Conférence internationale sur le SIDA à Toronto, qui s'est tenue du 13 au 18 août, les employeurs ont été heureux de voir que beaucoup de leurs initiatives pour répondre à la pandémie du VIH/SIDA sur le lieu de travail et dans les communautés environnantes avaient été soulignées.</p> <p>Sans aucun vaccin contre le SIDA en vue, la Conférence s'est concentrée davantage sur la prévention et le traitement. C'est pour cette raison que l'Assemblée générale des Nations unies a appelé tous les secteurs à s'engager et à se mobiliser socialement pour combattre la maladie. Il y avait lors des Conférences passées, une tendance à se focaliser davantage sur les travaux des activistes et des groupes de communauté et moins sur la communauté scientifique. Ce fut le cas à Bangkok en 2004 où les scientifiques s'étaient plaints de leur complète marginalisation. Avec un accent nouveau mis sur les traitements et l'engagement des leaders du G8 à réaliser l'accès universel au traitement, la Conférence de Toronto a pu trouver un juste milieu entre le rôle des activistes et celui de la communauté scientifique (par exemple, les nouvelles méthodes de prévention comme l'utilisation des microbicides a été mise en avant).</p> <p>Les représentants des employeurs d'Asie, d'Afrique, des Amériques et d'Europe ont partagé leurs expériences et leurs contributions dans la lutte contre la maladie. L'OIE a été invitée à faire part des initiatives prises par ses membres à travers le monde lors de plusieurs panels. Un des panels organisés par le Forum économique mondial auquel l'OIE a participé, s'est concentré sur la taille et la durabilité de la réponse des entreprises, en particulier dans les petites entreprises. Le rôle des grandes entreprises se faisant les champions de la lutte contre le VIH/SIDA, a aussi été discuté et l'OIE a eu le privilège d'avoir le soutien du Président du Conseil d'administration de Levi Strauss & Co, qui a insisté sur la nécessité pour les entreprises d'avoir une réponse forte. Le porte-parole du Groupe des travailleurs à l'OIT a aussi souligné la nécessité d'un partenariat entre les employeurs et les travailleurs dans ce domaine, soulignant ainsi l'importance de l'accord commun entre l'OIE et la CISL sur le VIH/SIDA. Contact OIE: muia@ioe-emp.org.</p>	<p>Conférence internationale sur le SIDA</p>

Autres

UNI, le syndicat mondial des services, a signé plusieurs accords-cadres internationaux lors des derniers mois.

- Un accord avec les sociétés graphiques Euradius et Euradius international a été signé en août. L'accord couvre principalement les normes fondamentales du travail avec des références supplémentaires aux questions de santé et sécurité, de négociations collectives, de possibilités de formation et d'acquisition des compétences dans les nouvelles technologies et d'une manière plus intéressante sur la reconnaissance "d'effets potentiels des activités industrielles sur l'environnement" (voir article suivant). L'accord porte sur cinq ans.
- Un accord avec la société suédoise de sécurité Securitas a été signé en juin. Cet accord est basé sur la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies et sur les principes fondamentaux de l'OIT et permet des dialogues réguliers entre les syndicats et Securitas.
- En mai, un accord a été signé entre UNI et la multinationale sud-africaine d'emballage Nampak. L'accord a aussi été étendu aux filiales de Nampak. L'accord engage la société à respecter les normes fondamentales du travail.

Contact OIE: gros-louis@ioe-emp.org.

Accords-cadres internationaux

Au début de l'été, la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL), *Global Unions Research* et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE ont lancé une nouvelle unité syndicale sur le développement durable. La principale fonction de cette unité est de fournir des informations au niveau d'un pays qui peuvent être utilisées par les syndicats nationaux dans leur lobbying et leur campagne. (www.tradeunionsdunit.org). Il y a eu de plus en plus d'activités syndicales dans ce domaine. En janvier 2006, le PNUE a accueilli la première assemblée syndicale sur le travail et l'environnement (à laquelle l'OIE était aussi représentée). L'Assemblée, selon les syndicats, avait donné la première opportunité pour les syndicalistes d'identifier les liens communs entre l'environnement, le changement climatique, la sécurité et santé au travail ainsi que les produits chimiques et pourrait aider à identifier les synergies avec les campagnes existantes (amiante, VIH/SIDA) et les autres concernant le commerce, la pauvreté et les investissements. La position du PNUE est que les syndicats ont un rôle important à jouer à cet égard poussant les employeurs à accroître les normes environnementales des biens et services ainsi que les normes de santé environnementales sur le lieu de travail. Il s'agit clairement d'un domaine où les employeurs devraient prêter une grande attention. Contact OIE: wilton@ioe-emp.org.

Syndicats et environnement

Le Secrétariat du Groupe de travail sur la responsabilité sociale a informé que la quatrième réunion du groupe de travail se tiendra à Sydney (Australie) du 28 janvier au 2 février 2007. Des informations détaillées sont attendues pour bientôt. Le Groupe consultatif du Président se réunira à New York le 13 décembre pour préparer la réunion. Contact OIE: wilton@ioe-emp.org

Groupe de travail sur la responsabilité sociale de l'organisation internationale de normalisation (ISO)

Une Conférence importante intitulée " Stratégies pour le développement de la force de travail: les clés du succès au XXIème siècle", organisée par le Département du travail des Etats-Unis, en coopération avec le Gouvernement du Vietnam qui se tiendra du 18 au 20 septembre à Hanoi, donnera la possibilité d'échanger des idées sur le développement de la force de travail. Les participants pourront entendre et discuter des programmes de partenariats privés/publics grâce à des ateliers sur plusieurs aspects du développement de la force de travail incluant l'éducation, les perspectives de carrières et les services d'orientation.

Conférence de l'APEC

Martin Been, Directeur de l'éducation pour Microsoft sera l'orateur principal. Cette Conférence, qui peut être d'un certain intérêt pour votre fédération ou vos membres, est ouverte à tous les secteurs contribuant au développement des ressources humaines. L'enregistrement à la Conférence peut se faire sur le site: www.dtiassociates.com/apec/

Responsabilité sociale des entreprises – dernières nouvelles

- Huit plaintes officielles ont été déposées à propos d'allégations de non-respect des principes du Pacte mondial contre des entreprises signataires lors des six derniers mois dans le cadre de la procédure révisée (selon les mesures d'intégrité). Les entreprises citées devront répondre par écrit au Bureau du Pacte mondial qui peut suggérer des actions correctives: www.globalcompact.org
- L'Organisation mondiale du Tourisme (OMT) est en train de créer un cadre pour les entreprises de ce secteur pour traiter des droits de l'homme dans leurs activités. Cette agence des Nations unies a déjà adopté un cadre mondial sur l'éthique dans le tourisme: www.world-tourism.org
- Une enquête britannique sur 100 entreprises, ONG et consultants a montré que la plupart des répondants trouvaient que le dialogue entre décideurs dans lequel ils prenaient part, avait nourri d'autres demandes de différents participants: www.le.ac.uk/ulmc/cradle/
- La société cosmétique L'Oréal a reçu une récompense de la *Global Business Coalition on HIV/AIDS* pour son travail dans les pays africains en éduquant les travailleurs dans les salons de coiffure (qui peuvent par la suite jouer un rôle éducatif grâce à leur accès au grand public): www.hbsa.uk.com/news.html
- Dans un autre exemple d'activisme, le Conseil œcuménique pour la responsabilité des entreprises a proposé une résolution (qui n'est pas passée) critiquant les performances sociales et environnementales de Shell lors de son Assemblée générale: www.eccr.org.uk
- Les ventes mondiales de produits du commerce équitable ont augmenté d'un tiers atteignant 1,46 milliards de dollars des Etats-Unis en 2005 selon la fondation sur le commerce équitable (le Royaume-Uni est le plus gros marché pour ces produits): www.fairtrade.org.uk
- La compagnie minière Anglo-American s'est engagée à redoubler ses efforts pour que son personnel se teste sur le VIH/SIDA (l'objectif de la compagnie d'avoir 50% de ses employés testés en 2005 n'a été atteint que de moitié). La compagnie pense que peu de progrès peut être fait dans la lutte contre le VIH/SIDA sans test: www.angloamerican.co.uk/cr/hivaids/

Secrétariat de l'OIE

- En septembre 2004, le Secrétariat de l'OIE a lancé *Tradetalk* – une publication bimestrielle sur les questions du commerce, en particulier avec un accent social et sur le travail (elle n'est publiée qu'en anglais). Le document fournit simplement des informations basiques sur les questions clés du commerce avec un lien électronique pour rechercher davantage d'informations. Des mises à jour récentes sur les négociations commerciales ont été fournies suite à la participation aux briefings réguliers de l'OMC. Grâce à l'enquête qui a été menée cet été auprès des membres, il est apparu que cette information était de valeur pour certaines fédérations. L'OIE étudie actuellement la possibilité d'avoir un document plus consistant, probablement trimestriel produit par un expert professionnel. Il est prévu que la première édition sera envoyée aux membres avant la fin de l'année
- L'OIE produit sur une base régulière des articles (en anglais) pour les membres sur les développements des politiques sociales et du travail au niveau international (environ 1500 mots). Si les fédérations sont intéressées par ce service, veuillez contacter: rynhart@ioe-emp.org
- Le Secrétariat a préparé un Guide pour les employeurs sur la recommandation controversée n°198 sur la relation de travail – ce guide est actuellement disponible sur le site de l'OIE en anglais et français et le sera bientôt en espagnol (www.ioe-emp.org)

Publications de l'OIE

Principales réunions à venir

- 13 - 16 septembre → Réunion des membres européens de l'OIE (Bucarest)
- 18 - 20 septembre → Réunion tripartite sur les conséquences sociales et dans le domaine du travail du recours accru aux technologies les plus modernes dans le commerce de détail (Genève)
- 21 - 22 septembre → Réunion sur l'emploi et les stratégies des PME pour l'Europe du Sud-Est (Zagreb)
- 28 - 29 septembre → Atelier sur les procédures de contrôle de l'OIT pour les employeurs (Kiev)
- 9 octobre → Dixième réunion des Ministres du travail et de l'emploi des pays du G8 (Moscou)
- 10 - 12 octobre → Forum tripartite sur l'emploi aux Caraïbes
- 13 - 14 octobre → Réseau de l'OIE d'experts en droit du travail des organisations d'employeurs de l'Europe du Sud-Est (Bucarest)
- 23 - 26 octobre → Réunion tripartite sur les questions sociales et dans le domaine du travail découlant des problèmes de la mobilité transfrontalière des chauffeurs routiers internationaux (Genève)
- 1 - 2 novembre → Seizième Réunion des Présidents des organisations d'employeurs ibero-américaines (Punta del Este, Uruguay)
- 2—17 novembre → 297^{ème} session du Conseil d'administration du BIT (Genève)